

Trente-deux personnes, dont cinq "otages", ont été tuées la semaine dernière à Menka, dans la région anglophone du Nord-Ouest au Cameroun, lors d'un affrontement entre forces de sécurité et un groupe armé reclus dans un motel, selon un bilan officiel du gouvernement camerounais.

"Vingt-sept terroristes (ont été) neutralisés" le 25 mai lors d'une "opération spéciale" menée par 30 militaires et policiers pour déloger "des assaillants" qui avaient pris possession d'un motel à Menka, a déclaré lundi soir à la presse Issa Tchiroma Bakary, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement.

Il a affirmé que "15 otages" se trouvaient dans l'établissement et que cinq d'entre eux avaient été tués "par les terroristes" après les "sommations" des forces camerounaises pour qu'ils se rendent et libèrent leurs otages. Un policier a été blessé, de même qu'un "terroriste", alors qu'un autre, une femme, s'est rendue, a affirmé le porte-parole.

"Cinq fusils à pompe en service seulement dans les unités spéciales ont été saisis, ainsi que 17 armes de guerre et 10 armes de chasse, avec plus de 2.000 munitions, une trentaine de tenues militaires et cinq bérets qui appartenaient aux gendarmes et policiers froidement assassinés par ces mêmes terroristes à Bali, Bello et Batibo" dans la même région du Nord-Ouest, selon M. Tchiroma.

Il a réfuté les "allégations de carnage perpétré par l'armée camerounaise sur les populations civiles". Les images des morts de Menka ont fait le tour des réseaux sociaux et provoqué l'indignation d'hommes politiques et de défenseur des droits humains du Cameroun.

D'après le leader de l'opposition, Ni John Fru Ndi, qui s'est rendu samedi à Menka, des "civils" font partie des victimes. Un député de son parti, Nji Tumasang, avait affirmé à l'AFP que trois autres personnes, dont une soupçonnée d'appartenir au groupe du motel et un conducteur de moto-taxi, avaient été arrêtées dans un hôpital d'une localité voisine (Buchi) et exécutées par des soldats.

Le groupe décapité à Menka est "une bande armée" constituée depuis des mois pour "semer la terreur et la désolation au sein de la population", selon M. Tchiroma. Il a affirmé que ce groupe serait à l'origine de l'assassinat de gendarmes dans la région, d'enlèvements, de viols et rackets.

Les combats entre l'armée et des groupes armés séparatistes sont devenus presque quotidiens

dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, de même que les enlèvements de Camerounais et d'étrangers.

Selon le centre d'études International Crisis Group (ICG), "au moins 120" civils et "au moins 43" membres des forces de sécurité ont été tués depuis fin 2016.

APF
